

La politique de la raison contre l'intégrisme néolibéral

Rosa Moussaoui / Gaël de Santis

13 janvier
2015



Le 2 décembre, Alexis Tsipras, à Athènes, s'engageait « à en finir sans attendre avec le plan de l'Union européenne et du FMI ». Photo : Petros Giannakouris/AP

Adossé à un travail sérieux de chiffrage des dépenses et des recettes (13,5 milliards d'euros annuels), le programme économique de Syriza dessine, selon les termes d'Alexis Tsipras, une "sortie de crise fondée sur l'idée de progrès et de justice". Il implique l'effacement de la dette jugée illégitime.

Je n'aimerais pas que des forces extrémistes prennent le pouvoir. » Quels extrémistes le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, désignait-il, le 12 décembre, en parlant de la Grèce ? Les néonazis d'Aube dorée ? Les nostalgiques de la dictature des colonels ? Non. Dans son viseur, dans celui d'Angela Merkel, qui menace la Grèce de bannissement, il y a la gauche. Pas celle qui s'est convertie au néolibéralisme. La gauche qui prône la sortie de l'austérité, qui veut guérir la crise humanitaire, renégocier la dette, investir dans l'économie réelle, faire le choix de l'humain contre les diktats de la finance. Alors que Syriza se trouve, à Athènes, au seuil du pouvoir, toutes les stratégies sont bonnes pour lui barrer la route. Le FMI menace, les marchés financiers attaquent, les éditorialistes diabolisent. Et comme il faut jouer sur tous les tableaux, s'élève une nouvelle petite musique, celle de la « normalisation » de Syriza, qui n'aurait pas d'autre choix que de rentrer dans le rang, une fois aux affaires. En fait, le programme de la gauche grecque est le seul crédible, après cinq années de dévastation économique et de démolition sociale.

Les Grecs ont servi de cobayes aux extrémistes néolibéraux, pour mettre au pas tous les peuples d'Europe. Dans l'épreuve, ils peuvent, demain, initier une expérience alternative, porteuse d'espoir pour tout le continent. Je n'aimerais pas que des forces extrémistes prennent le pouvoir. » Quels extrémistes le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, désignait-il, le 12 décembre, en parlant de la Grèce ? Les néonazis d'Aube dorée ? Les nostalgiques de la dictature des colonels ? Non. Dans son viseur, dans celui d'Angela Merkel, qui menace la Grèce de bannissement, il y a la gauche. Pas celle qui s'est convertie au néolibéralisme. La gauche qui prône la sortie de l'austérité, qui veut guérir la crise humanitaire, renégocier la dette, investir dans l'économie réelle, faire le choix de l'humain contre les diktats de la finance. Alors que Syriza se trouve, à Athènes, au seuil du pouvoir, toutes les stratégies sont bonnes pour lui barrer la route. Le FMI menace, les marchés financiers attaquent, les éditorialistes diabolisent. Et comme il faut jouer sur tous les tableaux, s'élève une nouvelle petite musique, celle de la « normalisation » de Syriza, qui n'aurait pas d'autre choix que de rentrer dans le rang, une fois aux affaires. En fait, le programme de la gauche grecque est le seul crédible, après cinq années de dévastation économique et de démolition sociale. Les Grecs ont servi de cobayes aux extrémistes néolibéraux, pour mettre au pas tous les peuples d'Europe. Dans l'épreuve, ils peuvent, demain, initier une expérience alternative, porteuse d'espoir pour tout le continent.

« Oligarques comme tyrans se méfient du peuple. » Comment ne pas citer Aristote, à la vue des dirigeants européens qui, de Jean-Claude Juncker à Angela Merkel, se déchaînent depuis plusieurs semaines pour conjurer le démon grec ? Le chef de file de Syriza, Alexis Tsipras, serait la dangereuse incarnation d'un « populisme »

menaçant les bases mêmes de l'édifice européen. Menace, chantage, diabolisation, tout est bon pour dissuader les Grecs d'emprunter le chemin d'une alternative aux politiques d'austérité. « Syriza ne prône pourtant que des choix de raison, dans un pays où l'austérité sème la destruction sociale, économique, démocratique. Il faut d'urgence restaurer l'État de droit et stopper le processus des mémorandums, qui relève de l'intégrisme néolibéral », résume l'anthropologue Panagiotis Grigoriou, qui dresse dans son blog Greek Crisis le portrait d'une société sacrifiée sur l'autel de la rentabilité financière. Dans ce paysage de désastre que laisse derrière elle la troïka (Banque centrale européenne, FMI et Commission de Bruxelles), le programme économique de Syriza, d'inspiration néokeynésienne, relève en effet davantage d'options pragmatiques que de dérives extrémistes.

Décryptage :

1 - RENÉGOCIER LA DETTE, SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ

La dette publique Grecque est passée de 115 % du PIB en 2009 à 175 % aujourd'hui. Illustration de l'absurdité des politiques de compression des dépenses publiques et sociales dictées par la Troïka. Le 13 Septembre dernier en présentant à Thelassonique son programme de gouvernement, Alexis Tsipras appelait à la tenue d'une "conférence européenne sur la dette". Il revendiquait un moratoire, l'effacement d'une majeure partie de la dette détenue par le mécanisme Européen de stabilité, une restructuration assortie d'une "clause de croissance" pour la dette détenue par le FMI et la BCE. Le chef de Syriza prônait enfin la sortie des investissements publics du calcul des déficits plafonnés par le pacte de stabilité et de croissance. "Nous déclarons aussi, haut et fort, que nous revendiquons toujours le remboursement du prêt imposé à la Grèce par les forces d'occupation nazies. (...) D'ailleurs, dès que notre gouvernement sera en charge, cette question fera l'objet d'une demande officielle". Concluait Tsipras à l'attention de Berlin. Les dirigeants de Syriza admettent qu'ils s'attendent à des entraves, à des négociations "difficiles", d'où leur volonté de se prévaloir d'un "mandat populaire" clair, quitte à recourir au référendum. 'L'effacement d'une partie de dette est indispensable pour dégager des ressources, des marges de manœuvre pour une autre politique. Nous voulons une solution à l'intérieur de la zone euro. Nous ne prendrons pas de mesures unilatérales. Sauf si nous y sommes contraints" prévient l'économiste Maria Karamenissi.

2 - RÉPONDRE A L'URGENCE HUMANITAIRE

Alexis Tsipras dit vouloir, en priorité, "réparer les injustices commises par l'application des mémorandums". Les programmes d'austérité ont plongé une majorité de Grecs dans des situations de détresse sociale telles que la plupart des observateurs n'hésitent plus à parler de "crise humanitaire". Pour y faire face, Syriza prévoit de consacrer 2 milliards d'euros à la création d'un "bouclier de protection pour les couches sociales les plus vulnérables". Ce programme inclurait la gratuité de l'électricité et la création de subventions alimentaires pour 300 000 familles vivant au dessous du seuil de pauvreté, l'accès gratuits pour tous aux services publics de santé, la réhabilitation de logements ou d'hôtels abandonnés pour rendre disponibles 25 000 logements à loyers subventionnés. Ce premier train de mesures prévoit aussi le relèvement progressif des petites retraites et la réduction du prix des transports publics.

3 - UNE POLITIQUE DE RELANCE ET DE CRÉATION D'EMPLOIS

Alors que l'austérité a coûté à la Grèce 25 % de son PIB et mis à l'arrêt 65 % de l'appareil productif, Syriza propose un "plan de relance de l'économie réelle". Celui - ci serait financé en partie par une réforme fiscale mettant fin au matraquage des classes populaires et permettant à l'Etat de "puiser l'argent où il est, c'est à dire chez les riches", avec une politique résolue de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Afin de soutenir les PME et les agriculteurs, une "banque de développement" serait créée dans le giron public. Un terme serait mis aux privatisations et le soutien public à l'industrie serait soumis à "des clauses d'emplois" et de respect de l'environnement. Pour relancer la demande, le salaire minimum serait rétabli, sans critères d'âge, au niveau d'avant les mémorandums. Le programme de Thelassonique table aussi sur la création de 300 000 emplois dans "les secteurs publics, privés et dans l'économie solidaire". Au total, 4 milliards d'euros seraient consacrés à un plan d'investissements. Articulé autour de 27 propositions, adossé à un travail sérieux de chiffrage des dépenses et des recettes (13,5 milliards d'euros annuels), ce programme dessine, selon Tsipras, les contours d'un "projet de sortie de crise fondé sur l'idée de progrès et de justice. Objectif : tourner enfin la funeste page de l'austérité".

Rosa Moussaoui

CE QUI EST IRREALISTE, C'EST DE NE PAS CHANGER DE DIRECTION

Entretien - Professeur d'économie et porte parole sur les questions économiques pour la coalition de la gauche radicale 'Syriza) au parlement Grec, Euclid Tsakalotos explique la stratégie de sa formation pour faire face à la crise humanitaire. 300 000 familles vivent au dessous du seuil de pauvreté.

Si Syriza est amené à gouverner après les élections du 25 janvier, vous devrez affronter des forces puissantes. Quelle est votre stratégie pour appliquer votre programme ?

EUCLID TSAKALOTOS - Nous avons un ensemble de propositions à mettre en œuvre les cent premiers jours. Elles le seront quelle que soit la manière dont avancent les négociations. Ces mesures visent à faire face à la crise humanitaire. Elles vont du logement à l'accès des gens au fioul pour faire face à la précarité énergétique. D'un autre côté, nous ferons face à la question des prêts non recouvrables, ou de la dette au fisc que certains contribuables sont dans l'incapacité de payer. Parallèlement, nous expliquerons à nos créiteurs que les politiques menées jusqu'alors ont échoué. La Grèce a, depuis le début de la crise perdue 27 % de son PIB et a vu se développer un chômage de masse et une pauvreté endémique. Revenir à une dette soutenable en dégagant pendant des années des surplus budgétaires est inconcevable. Des économistes de gauche comme orthodoxes sont forcés de constater que la dette n'est plus soutenable. Nous paierons une partie seulement de la dette, mais dans des conditions nouvelles.

Avez vous travaillé à une plate-forme commune avec d'autres forces en Europe ?

EUCLID TSAKALOTOS - Il existe maintenant une convergence de forces qui disent qu'il faut alléger les mesures d'austérité, que les objectifs budgétaires fixés aux pays européens sont bien trop stricts. Ces forces disent qu'il faut faire quelque chose concernant la dette, mais aussi que l'architecture de l'union européenne ne fonctionne pas. Ces forces de gauche comme de droite indiquent que l'union n'est bâtie ni sur la justice ni sur la démocratie.

Nous disons que si l'on ne va pas vers la gauche, si l'on ne promet pas une Europe démocratique et juste, les forces nationalistes - et peut être pire encore, vont gagner du terrain. La zone euro sera en danger, non du fait de la gauche, mais des politiques actuelles qui proviennent de Berlin. Nous nous réjouissons que Podemos soit bien crédité en Espagne, que Sinn Féin progresse en Irlande. Si les citoyens voient que les gouvernements de gauche peuvent gagner, il peut y avoir un effet d'entraînement.

La dette est centrale pour Syriza. Que se passera t'il si l'ensemble des autres pays européens bloquent l'annulation partielle de la dette ?

EUCLID TSAKALOTOS - Je ne vais pas dévoiler à un journal notre stratégie de négociations. Dans les pourparlers, on n'abat pas d'entrée toutes ses cartes. Mais nous dirons que si nos partenaires ne veulent pas parler à un gouvernement nouvellement élu, porteur d'un mandat fort, ce serait le signal que l'Union Européenne a un problème avec la démocratie. Cela aurait un coût politique énorme.

Certains médias avancent que vous avez modéré votre programme. Qu'en dites vous ?

EUCLID TSAKALOTOS - Syriza constitue une force qui est à la fois dans le réel et dans la confrontation. Nous sommes réalistes car nous avançons qu'il faut affronter les politiques d'austérité alors que nos opposants, en Grèce, disent qu'ils sont incapables de changer de politique parce que Merkel domine l'Europe. Ils pensent que la seule chose réaliste est de courber l'échine, d'accepter tout ce qui provient de la chancellerie Allemande et de la Troïka. Il est irréaliste de ne pas changer de direction.

Entretien réalisé par Gaël De Dantis